Entrepreneuriat en Tunisie

Recommandations pour relever les défis économiques

de Mohamed Haroun Ouanes

C·A·Perspectives on Tunisia No. 03-2016

This paper has been published as a result of the program “Policy Advice and Strategy Development”, conducted by the Center for Applied Policy Research (C·A·P) in cooperation with the Union des Tunisiens Indépendants pour la Liberté (UTIL), the Arab Institute for Human Rights (AIHR) and the Faculty of Legal, Political, and Social Sciences of the University of Carthage. The program is part of the “Bavarian-Tunisian Action Plan 2016-2018“ that the government of the Free State of Bavaria implements in cooperation with the Ministry of Development, Investment and international Cooperation of the Republic of Tunisia.

PROJECT SUPPORTED BY BAYERISCHE STAATSREGIERUNG

Entrepreneuriat en Tunisie

Recommandations pour relever les défis économiques

Mohamed Haroun Ouanes

SOMMAIRE

L'analyse suivante confirme le potentiel de la Tunisie dans les domaines de l'entrepreneuriat malgré les faiblesses structurelles. La lourdeur des procédures administratives, le manque d'une culture entrepreneuriale et des compétences personnelles et professionnelles, la difficulté à l'accès aux financements et le contexte socio-économique marqué par une faible croissance économique et un taux de chômage élevé constituent tous des facteurs qui ont contribué à l'échec relatif des politiques publiques qui ont été mises en œuvre depuis l'indépendance jusqu'à la période post-révolutionnaire.

Il serait primordial de réaliser des réformes de la législation et de l'administration accompagnées par un changement culturel afin de s'aligner sur les nouvelles tendances économiques.

Ce document propose:

- L'élaboration d'une stratégie nationale pour une éducation entrepreneuriale efficace et dynamique pour développer l'esprit de créativité et d'innovation chez les jeunes;
- La modernisation des structures d'appui et de l'administration pour faciliter les procédés de création des entreprises;
- Une mise à jour immédiate des produits financiers pour inciter l'investissement et s'aligner aux nouveaux modes de l'entrepreneuriat social, vert et à visée technologique.

Les recommandations présentées dans ce document peuvent étendre à l'organisation d'études et des ateliers sur des sujets spécifiques avec les parties prenantes concernées.

PARTIE ANALYTIQUE

1. États des lieux de l'entrepreneuriat en Tunisie

Dans le monde, seulement 10% des personnes actives travaillent pour leur propre compte, tandis que les autres sont salariées soit dans les institutions de l'état publique ou dans les sociétés privées. En Tunisie, sur une population active de l'ordre de 3,5 Millions d'habitants, seulement 500 mille sont des autoentrepreneurs qui travaillent pour leur propre compte et dont la majorité exerce des activités informelles ou des activités de commerce.

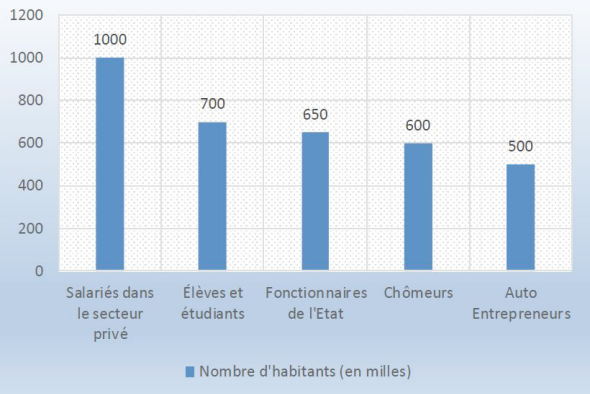

Figure 1: Classification de la population active en Tunisie selon le domaine d'activité.[1]

Pour les pays en voie de développement et notamment en Tunisie, bien que l'esprit entrepreneurial ne soit pas bien développé, on assiste depuis quelques décennies à la prolifération de petits entrepreneurs qui espèrent voir leurs projets se réaliser. Ces jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ou des établissements de formations professionnelles veulent concrétiser leurs idées pour échapper au chômage.

C'est pour cette raison, que les politiciens et décideurs du pays ont suivi cette ligne et se sont tournés vers la mise en place de certains mécanismes d'encouragement de l'entrepreneuriat. En effet, et depuis la fin des années 1980, la conjoncture économique s'est focalisée sur la valeur ajoutée procurée par les petites et moyennes entreprises (PME).

Cette nouvelle tendance est expliquée par une conviction forte de l'importance de l'entrepreneuriat considéré comme étant un levier primordial

1 Institut National des Statistiques (INS), Statistiques sur l'emploi en Tunisie, 2015.

de croissance économique et moteur d'accomplissement personnel grâce à son fort impact sur la création de richesse et des opportunités d'emploi, la promotion de l'innovation et de la créativité, et l'assurance d'une qualité de vie meilleure pour les citoyens. Ainsi plusieurs décisions politiques ont été prises au fur et à mesure, tel que: la libéralisation progressive du marché, la privatisation de certaines sociétés attachées à l'état suite à la compétitivité accrue, la mise en œuvre du code de l'encouragement de l'investissement en 1993 et la création des structures d'appui et de soutien à la création d'entreprises.

Certes, l'écosystème entrepreneurial est riche en Tunisie, vu que nombreux acteurs clés sont impliqués. Mais la complexité et le cloisonnement des procédures de la création d'entreprises, la bureaucratie, la corruption et le manque de transparence au niveau de l'administration, l'inexistence d'une approche stratégique et d'une vision anticipative de l'avenir étaient les raisons qui ont freiné la mise en place des activités économiques entrepreneuriales à forte valeur ajoutée, ce qui a engendré une montée importante du taux de chômage qui s'est élevé à 15,1% en 2015.

Selon le Global Entrepreneurship Monitor (GEM), qui mène des études comparatives internationales sur les activités entrepreneuriales, 4,8% de la population active en 2012 envisage de lancer leurs projets indépendants dans le futur. Cet indicateur renseigne sur l'acceptabilité de l'idée de la création d'entreprises chez la population ciblée. Il est important de noter que ce rapport est inférieur au niveau moyen des pays du GEM, et le second plus bas entre les économies axées sur l'efficacité.

L'Indice Global de l'Entrepreneuriat, qui classe 127 pays en fonction de leur performance dans la création d'entreprises à forte croissance et l'esprit d'entreprise à haute performance, confirme le faible niveau moyen de l'activité entrepreneuriale en Tunisie. Avec un score de 35,5 sur une échelle 0-100 points, la Tunisie est en 62ème position au niveau mondial en 2015. Ceci étant dit, la Tunisie est de loin la meilleure performance en Afrique du Nord comparée à des économies voisines semblables.

2. Contexte socio-économique actuel de la Tunisie

La Tunisie se trouve de nos jours dans une situation de transition démocratique, sociale et économique suite à la révolution de 2011. Les indicateurs économiques ont enregistré une chute importante suite à l'instabilité politique et au changement du régime gouvernant le pays.

En 2016, cinq ans après de la révolution, ce pays connait encore plusieurs problèmes socio-économiques résumés ainsi:

A. Stagnation de la croissance économique s'est manifestée par une stabilité de PIB (Produit Intérieur Brut) à cause du manque d'un modèle économique durable élaboré sur une longue durée. En effet, durant les dernières cinq années, le pays a connu six gouvernements successifs avec des visions politiques et économiques différentes. L'absence d'un consensus autour des grandes questions économiques (privatisation des sociétés étatiques en déficit, réformes fiscaux, et cetera) était la cause de l'absence d'une continuité gouvernementale efficace.

B. Inégalité régionale profonde entre les gouvernorats côtiers et les gouvernorats de l'intérieur du pays: Ce décalage a persisté depuis des décennies. Malgré les politiques et les législations qui encouragent l'investissement dans les zones défavorisés, l'investissement n'a pas évolué à cause des contraintes de l'infrastructure et les soucis de l'instabilité sécuritaire.

C. Contexte social décourageant expliqué par les manifestations syndicales dont le nombre a haussé d'une façon phénoménale après la révolution: L'UGTT (Union Générale Tunisienne de Travail), la principale organisation syndicale, est dotée d'une force politique excessivement influente. Ainsi le taux des grèves a augmenté de 13% avec une augmentation de 61% des journées de travail perdues en 2014.

D. Chômage des jeunes: Le chômage est parmi les causes importantes qui a bouleversé l'ancien régime politique en 2011 et persiste les fléaux qui touchent la population tunisienne en général et celle de la région Nord-Ouest ainsi que le Centre-Ouest et les régions Sahariennes en particulière. Le problème est le plus marquant chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, parmi lesquels le taux s'élève à plus de 30%. Pour les femmes diplômées, une femme sur deux est en chômage. Ceci est expliqué par l'inadéquation entre le nombre de diplômés et les opportunités de travail sur le marché.

3. Environnement et culture entrepreneuriale

C'est quoi l'entrepreneuriat?

Avant tout, entreprendre c'est penser différemment, créer et changer au quotidien.

Pour Frank Knight, il s'agit de prendre les risques et d'oser : un entrepreneur est une personne qui est prête à mettre en jeu son carrière et sa sécurité financière pour mettre en œuvre une idée, à mettre son temps et son capital dans une entreprise risquée.[2]

Ainsi, l'entrepreneuriat peut être défini par la portée d'une initiative par un ou plusieurs individus, ayant saisi une occasion ou une opportunité d'affaires, afin de créer une entité faisant naître la valeur ajoutée pour des parties prenantes auxquels le projet s'adresse.

Système éducatif entrepreneurial

Le fait que les jeunes diplômés sont très attirés par le secteur public constitue un problème majeur pour les décideurs. Cette attitude révèle une mentalité qui considère que le salarié est protégé contre toute forme d'instabilité financière et est promis plusieurs avantages tels que les congés, les augmentations salariales et la paresse professionnelle.

Des études réalisées par IACE (Institut Arabe des chefs d'entreprises) et l'OCDE ont montré que le cursus dans les lycées et les universités est responsable de la dissémination de cette mentalité à cause du manque d'une éducation entrepreneuriale efficace qui encourage l'innovation et la créativité et qui répond réellement aux nouvelles orientations et attentes de la jeunesse.[3]

Au niveau primaire et secondaire, les recherches ont prouvé une absence totale de la culture entrepreneuriale chez les élèves à cause d'une inexistence totale des activités ou de cours visant à éveiller l'attitude de la création d'entreprise.

Au niveau universitaire, et depuis les années 2002, un cours de culture entrepreneuriale de base a été introduit dans le cursus de l'enseignement supérieur, et a assuré une participation d'un nombre considérable d'étudiants à travers des cours théoriques sur les concepts généraux portant sur la création d'entreprises. Cette nouveauté dans le système éducatif a néanmoins plusieurs inconvénients tel que l'hétérogénéité et la non-adaptation des cours, le manque d'expérience pratique chez les professeurs et la marginalisation des étudiants ayant la volonté de lancer leurs startups ou entreprises directement après l'obtention du diplôme.

Généralement, il existe un déséquilibre énorme entre la formation théorique universitaire et les besoins du marché de l'emploi (Figure 2). Cette inadéquation est la raison pour laquelle les jeunes sont peu créatifs, leurs idées de projets sont peu matures et difficilement applicables mais aussi manquant d'esprit d'entreprise.

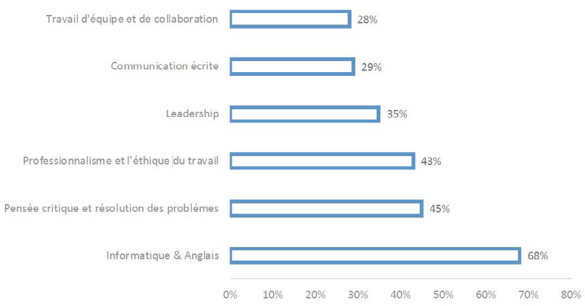

Figure 2: Compétences manquantes lors des entretiens d'embauche.[4]

Formation professionnelle

Le pays est doté d'un réseau élargi de centres de formation professionnelle délivrant des Brevets de Techniciens Professionnels et Supérieurs (BTP et BTS) et qui focalisent les formations sur les compétences techniques dans les domaines technologiques et les métiers artisanaux.

Bien que les domaines des études soient adaptés aux marchés et que le cursus se concentre sur les aspects pratiques, les diplômés issus de ces centres ont des problèmes d'intégrations à cause des faiblesses en langues vivantes et les difficultés d'adaptation.

4. Appui et aide de l'état à la création d'entreprises

Les nombreuses structures d'appui existantes sont dispatchées sur la totalité du pays et offrent gratuitement leurs services aux entrepreneurs et promoteurs en termes de formation spécialisées, accompagnement pour la réalisation du Business Model et du Business Plan, coaching personnel et

2 Knight, Frank Hyneman, «Risk, Uncertainty and Profit», 2005.
3 IACE, «Rapport sur l'emploi en Tunisie», OCDE, «Promouvoir l'entrepreneuriat dans les universités tunisiennes», 2012.
4 L'auteur et IACE, «Rapport sur l'emploi en Tunisie», 2016, p. 21.

assistance technique, facilitation des procédures de lancement des entreprises et finalement le suivi des projets et le réseautage.

La plupart de ces structures est attachées aux ministères de l'industrie, l'agriculture, l'employabilité et du commerce. On cite d'une façon non exhaustive: l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII), le Réseau National des pépinières d'entreprises, l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA), les Centres d'Affaires, l'Agence National pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI), les centres techniques, les technopoles et le Centre de Promotion des Exportations (CEPEX).

Malgré l'appui de ces structures, les procédures administratives demeurent encore difficile à gérer et leurs lourdeurs privent les jeunes d'évoluer et se lancer rapidement. Le nombre très élevé de papiers officiels à fournir, qui eux-mêmes nécessitent une durée longue d'attente au niveau des directions régionales et centrales, est l'un des aspects remarquables de la bureaucratie.

L'attribution de terrains agricoles ou industriels, des autorisations pour les travaux de construction ou d'extension, des attestations d'innovation et de brevets s'est beaucoup allongée et affecte négativement le processus de la création d'entreprises.

Il importe aussi de mettre le doigt sur les difficultés encourues au cours de l'import ou l'export des produits, on cite à titre d'exemple les blocages douaniers et la corruption intra-douanes qui causent des retards considérables, aussi l'impossibilité de payements en devise pour l'import des produits et des problèmes liés à la mobilité pour les pays occidentaux et les pays du Golf.

5. Initiatives indépendantes de soutien aux nouveaux entrepreneurs

En plus des structures étatiques, la Tunisie post-révolutionnaire est marquée par un tissu associatif, actif et dynamique. Selon les statistiques de la présidence de gouvernement, il existe 1826 associations œuvrant dans le domaine du développement durable et notamment l'entrepreneuriat. Les volets sur lesquels travaillent ces associations sont multiples et se situent au centre de la chaîne de valeur entrepreneuriale débutant par l'information et la culture entrepreneuriale jusqu'au suivi et accompagnement post-création.

Le schéma suivant représente les différentes étapes dans lesquelles la société civile est impliquée dans le processus de création d'entreprises:

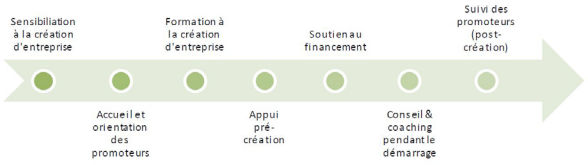

Figure 3: Phases d'accompagnement et de suivi des nouveaux entrepreneurs.[5]

Parmi les acteurs clés on cite dans cette liste non exhaustive : UTICA, CONECT, IACE, Réseau Entreprendre, Mercy Corps, INJAZ, Enpact, Wajjahni, Scouts, CEED, CJD, Tunisian Ambassadors for Development, ONUDI, Mazam, Souk Tanmia, WES, Intilaq, Switchmed, Lab'ess, TCSE.

Ces organisations ou centres de soutien pour les nouveaux entrepreneurs ont joué et jouent encore un rôle important dans le développement de l'esprit d'initiative et contribuent à faciliter l'accessibilité de l'information avec des guides simplifiés afin d'encourager les jeunes à transformer leurs rêves en réalités. Toutefois, les promoteurs dans plusieurs régions sont incapables de coopérer avec ce tissu associatif par manque d'information sur l'existence même de ces centres. En effet, la communication des opportunités de formation et de coaching est faite essentiellement par Internet et par les réseaux sociaux, moyens n'étant peu disponible pour tous les porteurs d'idées.

De plus, l'ampleur de ces programmes et projets a diminué en 2016 par rapport aux années précédentes avec la disparition de nombreux concours de sélection des meilleures idées de projets qui ont été encouragé financièrement.

6. Financement de Petites et Moyennes Entreprises (PME)

Le financement des nouvelles entreprises demeure, certes, le maillon incontournable dans la chaîne de valeur de la création des entreprises. Selon le rapport GEM Tunisie-2012, un quart des entreprises n'ont pas vu le jour ou sont en faillite à cause des problèmes de financement.

5 Journal le courrier de l'industrie (APII), Numéro 131/132, 2016, p. 17.

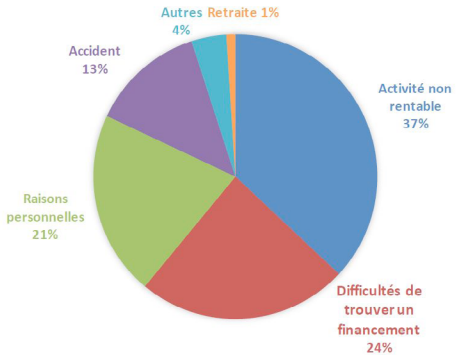

Figure 4: Principales causes des échecs des entreprises en Tunisie.[6]

La législation et les lois en vigueur ont mis en œuvre de nombreuses structures d'appui au financement, essentiellement les crédits à des taux rationnels de la part des deux principales banques étatiques:

- BTS (Banque Tunisienne de Solidarité) spécialisée dans le financement des petits et moyens projets par un financement direct ou par l'intermédiaire des associations des micro-crédits. L'avantage est qu'elle accorde des crédits jusqu'à 150 mille Dinars à des taux de 5%, sans garanties réelles et avec facilitation de remboursement. Les inconvénients résident dans la période d'attente relativement longue et la non-approbation de fonds de roulement en espèces, condition très importante pour certains types de projets qui en nécessitent.

- BFPME (Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises) spécialisée dans le financement des projets dont le coût global est situé entre 150 mille Dinars et 5 Millions de Dinars. Cette banque nécessite des garanties réelles et personnelles et demande d'autres crédits confirmés alloués par des banques commerciales.

Il existe bien sûr les mécanismes de renforcement des fonds propres (FONAPRAM & FOPRODI), les institutions des microfinances (Tayssir, Adavans, Enda), les sociétés d'investissement (IntilaQ, Faster Capital, UGFS NA, Carthage Business Angels) et les sociétés à capital de risque (SICAR). Toutes ces structures sont localisées essentiellement dans la capitale du pays, ce qui représente une contrainte majeure pour les promoteurs originaires du sud et du centre. Ces derniers nécessitent parfois des connaissances et un réseau de personnalités influents, qui peuvent aider considérablement au plaidoyer nécessaire pour décrocher les fonds.

En général, la paperasse dont chaque promoteur a besoin pour réussir à convaincre les banques étatiques et commerciales demeure encore lourde. Les plans d'affaires et la compétence technique sont assez souvent insuffisants pour l'acceptation de la demande de financement, l'existence d'un fond propre considérable de la part du promoteur reste une condition primordiale pour la plupart de projets dont le capital excède les 150 mille dinars.

7. Problèmes de compétence managériale et de soft skills

La Figure 5 classifie les compétences entrepreneuriales en trois catégories principales:

Figure 5: Classification des compétences entrepreneuriales.[7]

Malgré le grand nombre des diplômés de l'enseignement supérieur chaque année, les entreprises trouvent un déficit dans le personnel qualifié pour entamer la vie professionnelle et devenir un membre créateur de l'équipe de travail. Ce déficit est dû essentiellement au manque du développement de la culture et l'esprit entrepreneurial dans un sens large à travers les compétences sociales et comportementales.

Le Leadership, la communication efficace, les techniques de négociation et de persuasion, le planning et la vision stratégique, la bonne gestion du temps et de l'équipe de travail et la gestion managériale des projets, toutes ces qualités sont des facteurs clés de succès et sont considérées indispensables pour la pérennité des projets nouvellement lancés.

Les efforts des institutions publiques et l'appui des organisations non gouvernementales sont focalisés depuis 2013 sur cette question et une multitude de programmes ont vu le jour dès lors.

6 Global Entrepreneurship Monitor, «Rapport sur l'entrepreneuriat en Tunisie», 2012.

7 Journal le courrier de l'industrie (APII), Numéro 131/132, Mai 2016, p. 13.

Les pionniers de ces formations sont assurés par l'ANETI (Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant) par l'intermédiaire des formations suivantes:

– CEFE (Création d'Entreprises et Formation d'Entrepreneurs): apprentissage par l'action pour l'étude de faisabilité et l'élaboration d'un Business Plan

– CREE (Créez Votre Entreprise) outils pour l'évaluation des projets

– MORAINE (Recherche d'Idées): développement de la capacité de créativité

– Programme Forssati: Débuté en 2016, ce programme qui a impliqué plus de 50 000 personnes en 2016 et ayant pour prévision la participation de 120 000 jeunes en 2017, vise à renforcer les capacités des demandeurs d'emploi et jeunes porteurs d'idées sur les volets: langues, TIC, communication et compétences comportementales vitales. Ce programme est ambitieux vu la nouvelle approche interactive des formations (Workshops) assurées par des acteurs de la société civile et des experts et coaches expérimentés.

Ils s'ajoutent à ceci les programmes assurés par les centres d'affaires, les pépinières d'entreprises, les incubateurs privés et le tissu associatif (Khaddamni tarba7, Build your Business, Mashrou3i, entre autres), tous ayant l'objectif de transmettre les compétences ci-décrites pour améliorer les idées et y extraire la valeur ajoutée unique très importante pour la durabilité de la société en question.

Quelques contraintes font face à ces formations:

– Indifférence et non-motivation de la jeunesse

– Manque des moyens financiers et logistiques pour assurer une méthode interactive d'apprentissage (espaces, matériels)

– Aspect classique de l'enseignement non mis à jour (manque de recyclage des enseignants et formateurs inexpérimentés)

– Manque de collaboration entre les acteurs impliqués, ce qui engendre l'émergence d'un système peu cohérent

ALTERNATIVES

L'analyse de l'écosystème entrepreneurial en Tunisie a permis de détecter plusieurs défaillances suite à une politique publique ambitieuse certes, mais le diagnostic a montré ces défauts.

Des réformes et des nouvelles stratégies touchant les grandes lignes des politiques publiques sont primordiales afin de sauver un secteur drainé de richesse et des opportunités d'emploi. La Tunisie nécessite, plus que jamais, des signaux forts de positivité et d'optimisme aux investisseurs tunisiens et étrangers.

Vu les défis économiques à relever par l'état tunisien, il est utile de s'inspirer à partir des pays dans lesquels l'entrepreneuriat a boosté d'une façon rapide. Les mesures possibles sont regroupées dans quatre volets principaux :

A. Stratégie nationale de renforcement des compétences entrepreneuriales

La philosophie de cette démarche repose sur une globalisation de la dissémination de la culture entrepreneuriale et des compétences et talents nécessaires pour la jeunesse tunisienne.

Les priorités essentielles:

– Introduire l'éducation entrepreneuriale dès l'enseignement primaire par l'intermédiaire d'une approche dynamique sous forme d'activités non formelles (clubs, compétitions, workshops).

– Coordonner les efforts par les différentes institutions impliquées dans l'éducation universitaire afin d'éclaircir les domaines porteurs et anticiper les besoins du marché national et international.

– Soutenir les porteurs d'idées via des formations ciblées et des accompagnements personnalisés qui touchent les soft skills et les talents managériaux.

Encourager la participation active au sein des associations de la société civile ayant un rôle important dans le réseautage et le développement des compétences comportementales.

Ces priorités sont importantes vu leurs résultats estompés à court terme, ce qui pourra diminuer considérablement les agitations sociales des chômeurs et instaurer un climat favorable à l'investissement. Les ministères sont dans l'obliga-

tion de mettre en place des stratégies sur des plans quinquennaux et d'y allouer les budgets nécessaires. Les coûts sont négligeables pour les efforts de coordination et sont très minimes pour appliquer l'enseignement entrepreneurial dans les écoles, collèges, lycées secondaires et universités.

B. Mise en disposition d'un environnement entrepreneurial attirant et encourageant

Les objectifs de cette option de politique publique aiment à remédier les obstacles règlementaires et administratifs qui constituent une entrave considérable au développement et à la maturation des idées faisables et prometteuses.

L'état devrait combattre toute forme de corruption, de manque de transparence et de bureaucratie excessive avec le but d'alléger et de simplifier les procédures administratives. Cette voie serait une démarche cohérente étant donné que la lutte contre toutes formes de corruption est omniprésente dans les discours des politiciens et décideurs.

L'autre volet urgent est d'appliquer les incitations financières et fiscales préexistantes dans les codes d'investissement et faciliter l'accès à l'information auprès des directions régionales et administrations publiques.

Ces objectifs, bien que ne générant pas un coût financier additionnel, promettent un rendement meilleur sur l'économie et contribuent à l'amélioration du climat des affaires.

C. Alignement aux nouveaux modes d'entrepreneuriat porteurs et modernes

L'entrepreneuriat, comme tout type d'activité économique, évolue au cours du temps. L'apparition ces dernières années de nouveaux modes d'entrepreneuriat dans le monde, spécialement dans les pays développés, devrait être exploité comme une inspiration pour les entrepreneurs tunisiens.

Le gouvernement et le pouvoir législatif ne peuvent que suivre cette ligne d'investissement qui assure un développement intégré de l'économie et une baisse significative des taux de chômage.

– *Projets sociaux et solidaires:* Basés sur une implication forte du capital humain et des potentiels sociaux dans l'économie. Le gain en lui-même n'est pas l'objectif ultime de l'entité sociale légale (Association, Coopérative, PME), mais il s'agit de résoudre des problèmes sociétaux touchant des populations défavorisées tel que les agriculteurs, les artisans, les femmes rurales, les chômeurs ou les handicapés.

  Le centre tunisien de l'entrepreneuriat social (TCSE) occupe un rôle important dans l'élaboration des études et statistiques concernées, l'accompagnement des nouveaux entrepreneurs sociaux, le partage des expériences (Programme MOBNET pour la mobilité des jeunes entrepreneurs). En 2015, ce centre a mis en place à Mahdia un espace de travail commun (Co-working space LINGARE) permettant aux travailleurs libres et aux entrepreneurs un espace dynamique inspirant pour travailler et partager.

– *Projets verts:* Il s'agit d'idées qui diminuent la pollution et respectent l'écosystème environnemental en sa totalité en préservant la biodiversité et favorisant des ressources durables, renouvelables et non épuisables.

  Ce type de projet est promis à un avenir brillant puisqu'il est de plus en plus demandé chez la clientèle sensibilisée et avertie. Le recyclage des déchets, les énergies solaires et éoliennes et l'agriculture bio sont les volets les plus demandés sur le marché international.

  Parmi les acteurs impliqués figurent le CITET, la CONECT et l'ANGeD, des organisations qui organisent des formations et des journées de sensibilisation au profit des porteurs d'idées dans les régions avec le but de rendre ce domaine accessible à la population intéressé.

– *Projets à visée technologique:* En particulier les technologies de l'information et de la communication qui ont une valeur ajoutée remarquable et ne nécessitent ni machines coûteuses ni procédures compliquées de production. L'état devrait mettre en place un cadre juridique pour faciliter l'export des services via Internet et préparer un terrain favorable pour garantir la prolifération des startups.

D. Réformes structurales du secteur financier

– Le rôle des banques dans la chaîne de valeur nationale de l'entrepreneuriat a besoin d'une analyse profonde pour diagnostiquer les points de faiblesse et essayer de trouver un issu pour combler les difficultés financières encourues par les jeunes entrepreneurs.

– La création de liens de synergie entre les nombreuses institutions de financement est une étape importante pour faciliter l'accès aux financements.

– La finance islamique, tendance parue dans plusieurs pays, a montré son efficacité et pourrait être digne de confiance pour certains promoteurs.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes s'adressent aux membres du gouvernement, membres de l'Assemblée des Représentants du Peuple, décideurs politiques et aux activistes dans la société civile:

Penser stratégiquement

– Établir une stratégie nationale de développement de l'esprit entrepreneurial par l'intermédiaire de formations dans les compétences personnelles et professionnelles pour les jeunes.

– Mettre en place un système de sensibilisation à l'entrepreneuriat de l'âge enfant jusqu'aux études supérieures pour que le choix de travailler pour son propre compte soit une conviction suite à une opportunité en non pas une obligation.

– Reconnaître le rôle de l'investissement en tant que principal moteur de l'innovation, la croissance et l'emploi, et la nécessité d'un cadre politique et des procédures ouvertes, transparentes et prévisibles pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'esprit d'entreprise.

Évaluer & réformer

– Intensifier la synergie et la collaboration entre les acteurs impliqués dans la sphère de la création d'entreprises pour éviter le chevauchement.

– Moderniser l'administration en concrétisant l'Open Data et la généralisation des nouveaux procédés informatiques et l'adaptation aux technologies modernes.

– Revoir le rôle des banques et des institutions de financement des PME et développer les études des marchés et débuter la mise en œuvre d'un ensemble de réseaux nationaux et régionaux boosté par le Partenariat Public Privé (PPP).

Agir & bâtir

– Créer une plateforme nationale sur le Web qui regroupe toutes les informations (guides, structures par régions, procédures et incitations) et qui sert aussi comme un espace de partage d'expériences.

– Accorder une attention particulière aux nouveaux modes émergents de l'entrepreneuriat (social, vert, technologique) en créant des législations et des incitations spécifiques.

CONCLUSION

Le thème entrepreneuriat incarne une priorité au niveau national et international puisqu'il est un facteur incontournable de croissance économique et sociale.

En Tunisie post-révolutionnaire, les défis économiques sont d'emblée, les plus sensibles et des mesures urgentes pour relever ces challenges sont plus que nécessaires. La création des entreprises peut représenter un volet important pour faire face à ces faiblesses.

Malgré les difficultés ayant affecté négativement les intentions d'investissement tel que les problèmes bureaucratiques, le manque de l'esprit entrepreneurial chez la jeunesse et les diplômés de l'enseignement supérieur, et la faible fiabilité des structures d'appui et de support étatiques, associatives et privés, le pays connait une multitude d'histoires de succès de jeunes ayant exploité les opportunités et sont de nos jours parmi les plus fameux entrepreneurs à l'échelle internationale.

La solution réside tout simplement dans l'investissement dans la jeunesse pour changer les mentalités et sortir du modèle classique de recherche d'emploi auprès des institutions publiques. Cette évolution de mentalité devra être suivie par des changements des lois, de l'administration et de la sphère de l'entrepreneuriat vers plus de clarté, transparence, visibilité, innovation et de confiance dans le capital humain – la richesse tunisienne incontournable.

L'inspiration à partir des exemples de succès internationaux au niveau de l'éducation est, sans doute, une priorité pour disséminer l'esprit et les valeurs d'un entrepreneuriat ouverte, fiable et pouvant résoudre les fléaux socio-économiques actuels.

LISTE DES RÉFÉRENCES

CIFEPME, « Facteurs clés de succès de l'accompagnement entrepreneurial en Tunisie », 2014.

Ernst & Young , «Baromètre des entreprises en Tunisie», 2014.

Fondation Biat pour la Jeunesse, «Création d'une initiative dédiée à l'entrepreneuriat en Tunisie», 2016.

Global Entrepreneurship Monitor (GEM 2012), «Rapport sur l'entrepreneuriat en Tunisie»

IACE (Institut Arabe des chefs d'entreprises), «Rapport sur l'emploi en Tunisie», 2016.

Institut National des Statistiques (INS), Statistiques de l'emploi en Tunisie, 2015.

Journal le courrier de l'industrie (APII), Numéro 131/132, 2016.

Knight, Frank Hyneman, «Risk, Uncertainty and Profit», 2005.

OCDE, «Étude sur les qualifications et les compétences en entrepreneuriat en Tunisie: Promouvoir l'entrepreneuriat dans les universités tunisiennes», 2012.

OCDE, «Revues de l'OCDE sur les compétences pour l'entrepreneuriat: Soutenir l'entrepreneuriat dans le système de la formation professionnelle en Tunisie», 2014.

OCDE, «Tunisie, un programme de réformes à l'appui de la compétitivité et de la croissance inclusive», 2015.

Mashrou3i (ONUDI), «Guide de l'entrepreneur tunisien», 2014.

L'Auteur et Contact
Mohamed Haroun Ouanes
Pharmacien et Entrepreneur vert et social, Business Center of Monastir, Activiste associatif
haroun.ouanes@gmail.com